

10 mai 2022

## INTERPELLATION URGENTE

### Ouvrons les yeux sur la guerre que mène la Turquie contre les Kurdes

Depuis le 17 avril 2022, l'État turc mène une nouvelle vague d'attaques sur le territoire de la région autonome du Kurdistan irakien contre les résistant-e-s kurdes. Dès 2019, la Turquie a organisé d'énormes opérations transfrontalières sur le territoire du Kurdistan irakien et a installé plus de 70 postes militaires au plus profond du territoire irakien. Aujourd'hui, les régions de Zap et d'Avashîn, ainsi que Metîna et Heftanîn sont sous attaque intense de l'armée turque. Ces zones ont été bombardées plus de 300 fois au cours des 2 dernières semaines. Il s'agit d'une guerre totale que le ministre turc de la guerre, Hulusi Akar, a décrite comme « l'opération militaire la plus vaste de l'histoire de la République turque ».(1)

En Syrie, la Turquie occupe déjà de grandes parties de la région d'Alep et des zones qui font partie des régions à majorité kurde de Syrie, c'est-à-dire du Rojava. Elle y a implanté ses milices islamistes et son système administratif et policier, intimidant, attaquant et chassant les populations civiles, dans une politique évidente d'épuration ethnique de ces territoires. La Turquie a non seulement envahi Afrin, Azzaz, Bab, Cerablus, Serekani et Gire Spi, mais attaque également quotidiennement d'autres territoires du Rojava avec des drones et des tirs d'artillerie. Ainsi, l'État turc coopère avec les groupes terroristes islamistes les plus violents et rétrogrades pour déployer des milliers de combattants dans l'invasion *de facto* de deux États voisins.(2)

La Turquie attaque le Mouvement de libération kurde parce qu'elle le considère comme le principal obstacle aux ambitions néo-ottomanes d'Erdogan. Le président turc Recep Tayyip Erdogan mène une politique néo-ottomane au Moyen-Orient et poursuit l'objectif d'asseoir un contrôle militaire, politique et économique sur des régions qui vont bien au-delà des frontières de la Turquie, œuvrant ainsi à la reconstitution de l'Empire ottoman.

Les attaques sur le Mouvement de libération kurde constituent donc un acte d'invasion très similaire à celui commis par la Russie en Ukraine, à la différence près que l'État irakien et le gouvernement régional du Kurdistan irakien sont trop faibles pour résister à ces attaques et à la pression qui leur est mise par la Turquie, et préfèrent donc la laisser faire, voire même coopérer avec elle. Le gouvernement du Kurdistan irakien en particulier, de nature clanique et corrompue, est entièrement tombé sous la coupe du clientélisme turc.

L'attaque de la Russie contre l'Ukraine fait la une des journaux internationaux depuis deux mois. Des villes entières ont été rasées, des milliers de personnes ont été tuées ou blessées, des millions d'autres ont été déplacées et toute l'infrastructure de l'un des pôles économiques du monde est détruite sous les yeux de l'opinion publique internationale. Au même moment, une autre guerre se déroule dans une région non loin de l'Ukraine. Profitant du fait que les yeux du monde entier sont braqués sur la guerre en Ukraine, cherchant à se faire voir sous un jour positif en se posant en médiateur dans le cadre de cette guerre, et sous couvert de l'appartenance de son pays à l'OTAN, le président turc mène une guerre idéologique, raciste et nationaliste pour détruire les Kurdes et leurs aspirations à la démocratie.

L'État autoritaire turc se livre chaque jour plus intensément au culte de la personnalité de son président, et se fonde sur des idéologies racistes, négationnistes, islamistes et nationalistes. Il poursuit une répression acharnée contre la liberté d'expression et toute opposition politique, assassinant et emprisonnant des journalistes, des activistes de la société civile et des militant-e-s politiques d'opposition en grand nombre. Il est actuellement occupé à tenter de rendre illégal le seul

parti d'opposition réelle en Turquie, le HDP, dont il a déjà destitué et emprisonné les élus et emprisonné des milliers de militants. Il mène depuis 100 ans une politique de génocide culturel, cherchant à forcer les minorités ethniques et religieuses, et en particulier les Kurdes, à s'identifier exclusivement à l'ethnicité turque, elle-même une invention nationaliste datant du début du 20<sup>ème</sup> siècle, et à la religion musulmane sunnite. En particulier, il cherche à anéantir la langue kurde, dont l'enseignement et l'usage sont interdits ou réprimés. Son système scolaire qui transmet des contenus nationalistes, racistes et négationnistes et ses politiques économiques qui visent la paupérisation des zones kurdes ont pour but de créer une majorité de citoyens turcs passifs et obéissants, endoctrinés aux discours nationalistes, et à maintenir les populations kurdes dans la misère. Le sort des populations civiles de Syrie et d'Irak se retrouvant sous le contrôle turc est donc loin d'être enviable.

Ces évènements peuvent sembler éloignés de Lausanne et ne pas concerner notre ville. En tant que lieu de signature du Traité de Lausanne, notre ville est pourtant un symbole connu de toutes et tous en Turquie. Les 100 ans du Traité de Lausanne seront justement commémorés le 24 juillet 2023. Cela peut soit être une occasion de répéter les mythes fondateurs des nationalistes turcs aux dépens des Arméniens, des Grecs et des Kurdes, soit une occasion de questionner cette histoire et rappeler la diversité culturelle, religieuse et politique qui a fait la richesse de la Turquie avant sa transformation en État-Nation turc et sunnite. Par ailleurs, la politique nationaliste, islamiste et expansionniste de l'État turc est un facteur de déstabilisation du Moyen-Orient, qui contribue directement à l'exode de centaines de milliers de personnes, et au maintien du terrorisme islamiste.

**Sur la base de ce qui précède, les soussigné-e-s adressent les questions suivantes à la Municipalité :**

1- Quel soutien la Municipalité peut-elle apporter au peuple kurde ?

2 – A l'approche du 100<sup>ème</sup> anniversaire du Traité de Lausanne, l'État turc cherche à instrumentaliser celui-ci dans le but de promouvoir ses idéologies racistes, négationnistes et nationalistes. La Municipalité peut-elle donc s'engager à ne pas participer à des manifestations organisées par des instances de l'État turc ou défendant son idéologie ? La Municipalité peut-elle nous informer de ses projets pour commémorer les 100 ans du traité de Lausanne ?

3 – Comme d'autres dictateurs, Erdogan s'appuie sur une oligarchie économique qui détourne les fonds publics en direction de ses propres intérêts. La Municipalité a-t-elle examiné quels liens existent entre des institutions lausannoises, ou des sociétés liées à Lausanne, et l'État turc ou des entités associées à celui-ci ? La Municipalité s'engage-t-elle à mettre en place des moyens pour identifier les intérêts économiques du clan Erdogan à Lausanne ?

Sevgi Koyuncu (EàG)

1-Milliyet gazetesi 23.04.2022

2-<http://havarnews.com/tr/mobile/?title=feleknas-uca-parlamnto-baskanina-dais-cetelerinin-itiraflarini-sordu&page=haber&ID=53836>

Derya Celik

Sevgi Koyuncu  
K. Sevgi

Ana TİMOTTE

Thamoune Mayo'az

